

BILLET DE BLOG 24 juin 2021

La neutralité carbone commence aujourd'hui : l'importance des stratégies de long terme pour un multilatéralisme climatique robuste

Auteurs

Marta Torres Gunfaus

Directrice du programme Climat

David Levaï

Chercheur associé

Micol Salmeri

Chercheure, 2050 Pathways Platform

🕒 Temps de lecture: 10 min



Les objectifs zéro émission nette (Net-Zero en anglais) sont de plus en plus dans les débats. Au cours de l'année écoulée, les États-Unis et la Chine ont annoncé leur intention d'atteindre la neutralité carbone, et

d'autres grands pays en développement, comme l'Inde et l'Indonésie, l'envisagent publiquement. Ces progrès indéniables vers une vision partagée du monde de demain ont toutefois été accueillis avec un certain scepticisme : les objectifs à horizon 2050 semblent en effet pour certains commentateurs relever d'engagements trop faciles, en ce qu'ils ne donnent souvent pas lieu à une vision claire de la manière d'y parvenir et de prendre les mesures nécessaires pour réaliser cette vision. Les stratégies de long terme sont un outil essentiel pour apporter des réponses sur la manière dont la transition et la transformation d'un pays vont s'opérer, dès maintenant. Où en est la communauté internationale sur les stratégies de long terme ? Et pourquoi et comment les relier aux négociations internationales sur le climat ?

Le concept de neutralité carbone a également soulevé de nombreuses questions dans chaque pays où il fait l'objet de débats publics, tous les segments de la société et les différents niveaux de gouvernement cherchant à mieux comprendre les implications spécifiques à court terme de tels engagements et leurs rôles respectifs dans leur réalisation. Au niveau international, les équipes diplomatiques cherchent des arguments pour défendre une date d'objectif zéro émission nette propre à chaque pays. Pour répondre à ces questions, il faut travailler sur des trajectoires spécifiques pour décarboner les économies au cours des prochaines décennies. C'est pourquoi de nombreux appels ont été lancés aux gouvernements pour qu'ils complètent leurs promesses de neutralité en élaborant et en communiquant des plans à long terme solides afin de fournir des moyens d'exploration, de délibération et de diffusion. Cependant, le mandat international qui a encouragé les stratégies de long terme depuis l'adoption de l'Accord de Paris expire en 2020. L'article 4.19, qui invite toutes les Parties à formuler et à communiquer des stratégies de développement à long terme à faibles émissions (LT-LEDS en anglais), ne fournit pas de cadre pour un travail continu pourtant nécessaire, car les décisions existantes de la Conférence de Parties appellent les pays à soumettre ces documents pour une année spécifique (2020). Ce billet de blog présente l'ensemble des raisons fournies par différents acteurs sur l'importance et l'utilité pour la communauté internationale (ou la Convention climatique des Nations Unies) de faire de cette invitation une invitation permanente.

Qui demande des stratégies à long terme, et pourquoi ?

Certains pays ont déjà élaboré des stratégies de long terme et ont fait l'expérience directe des bénéfices domestiques de cet exercice. En bref, ces stratégies permettent aux gouvernements d'organiser le processus national sur les objectifs climatiques à long terme, de cadrer le débat et de construire un récit national légitime sur la transition vers un avenir sans carbone. Les parties prenantes impliquées dans le processus peuvent aider à déterminer une année cible pour atteindre l'objectif zéro émission nette¹, ainsi que des jalons temporels cohérents avec les capacités, les contraintes et les priorités de développement des pays, formulant ainsi une stratégie crédible. Lorsque les pays s'engagent plus profondément dans l'exercice et poursuivent un agenda constructif avec des résultats précis, ils en retirent des avantages supplémentaires (Waisman *et al.*, 2021), notamment la possibilité de fournir une perspective stratégique sur les politiques publiques nationales et les changements nécessaires à court terme², les décisions d'investissement ou les domaines de coopération internationale basés sur un agenda cohérent en matière de développement et de climat, et enfin, servir d'outil pour créer et maintenir un dialogue inclusif entre les différentes parties prenantes nationales afin de construire une vision consensuelle de la transition (Waisman *et al.*, 2021 ; WRI & PNUD, 2021). Pour certains pays, comme les pays les moins avancés, ces bénéfices nationaux peuvent également se cristalliser à travers le prisme des négociations internationales, car les LT-LEDS « peuvent également renforcer les liens entre le développement, l'atténuation et l'adaptation ; soit l'incarnation de l'article 2 de l'Accord de Paris » (IIED, 2021).

Les entreprises, les investisseurs, les villes, les États et les régions veulent également comprendre et façonner les transformations sectorielles envisagées par les pays ; ils ont pour cela besoin de visibilité sur les grandes décisions

politiques afin de pouvoir anticiper et développer leurs propres stratégies de transition vers zéro émission nette, alignées sur celles de leur pays ou de leur secteur. Plus précisément, les investisseurs, les banques et les banques multilatérales de développement souhaitent utiliser les stratégies de long terme comme des substituts aux plans d'investissement et comme une opportunité d'aligner leur portefeuille pour qu'il soit pleinement compatible avec l'Accord de Paris et de réduire leur exposition aux risques liés à la transition.

En discutant de la pertinence des stratégies de long terme, les think tanks, les ONG et autres experts recherchent des preuves de la crédibilité des engagements politiques en faveur de l'objectif zéro émission nette, ainsi que des garanties pour éviter des décisions indésirables à court terme qui conduiraient à des verrouillages dans des activités carbonées et à des actifs échoués, ce qui pourrait compromettre la réalisation des objectifs à long terme de Paris, y compris l'objectif de 1,5°C. Le fait de demander aux pays de soumettre une LT-LEDs à la Convention des Nations unies sur le climat met la pression sur les économies, non seulement pour qu'elles prennent des engagements zéro émission nette, mais aussi pour qu'elles démontrent comment elles ont l'intention de les tenir dans le temps (IIED, 2021). La communauté scientifique, y compris le Giec, demande également des données au niveau national afin d'enrichir les évaluations mondiales et de les rendre plus utiles pour élaborer des recommandations prospectives (Torres Gunfaus & Waisman, 2021). Enfin, la société civile dans son ensemble, souvent en avance sur les politiciens en termes d'ambition et lassée par l'incertitude, demande également de la clarté et une participation à la définition des orientations à long terme.

Récemment, le [communiqué du sommet du G7](#) a réaffirmé l'engagement des dirigeants du G7 à présenter des stratégies de long terme qui définissent des trajectoires concrètes vers zéro émission nette d'ici 2050 et à les mettre à jour régulièrement, afin de refléter la science, les changements technologiques et les évolutions du marché. Il a également appelé tous les pays à présenter des stratégies spécifiques et crédibles pour atteindre la neutralité carbone, y compris par le biais de stratégies de long terme, et à fournir un soutien aux plus vulnérables face aux impacts du changement climatique pour leur préparation et leur mise en œuvre.

Qu'attendre de cette invitation renouvelée à soumettre des LT-LEDs ?

Comme souligné précédemment, il est important de prolonger l'invitation à l'élaboration de LT-LEDs lors de la COP 26 (qui se tiendra à Glasgow en novembre 2021). Un tel appel permettrait :

- d'encourager les Parties à continuer à travailler sur les stratégies de long terme, notamment en fournissant des ressources humaines et financières pour soutenir cet effort. [Seules 29 Parties ont communiqué des LT-LEDs à ce jour](#), mais beaucoup y travaillent. Celles qui en ont soumis une reconnaissent la nécessité de construire ces stratégies en tant que « documents vivants », comme base pour l'amélioration régulière des contributions déterminées au niveau national (NDCs) et la révision des politiques et réglementations nationales ; ce qui prouve la valeur distincte d'une stratégie de long terme en tant que processus (Waisman *et al.*, 2021). Renouveler cet appel pour les LT-LEDs permettrait aux pays de bénéficier des leçons apprises au niveau national et dans le monde, ce qui se traduirait probablement par des améliorations qualitatives majeures, d'autant plus que cet outil contribue à catalyser l'action climatique nationale ;
- ancrer les LT-LEDs dans l'architecture de la Convention Climat afin qu'elle puisse compléter les NDCs et permettre une évaluation plus approfondie des progrès et des opportunités à venir lors du Bilan mondial prévu en 2023 dans le cadre de l'Accord de Paris ; en plus d'informer la future révision des LT-LEDs. En effet, en tant que contribution au Bilan mondial, celles-ci aident à comprendre les leviers de l'ambition à court terme sur la base de perspectives à long terme à différents niveaux pilotées par les pays (Waisman *et al.*, 2021 ; Torres Gunfaus & Waisman, 2021), ce qui est précisément le type de contribution attendu selon les accords existants de la COP, à

savoir autour des obstacles, des défis et des opportunités pour renforcer la coopération internationale. Cela resterait également cohérent avec l'approche par pays des discussions de la Convention Climat, comme en témoigne le [récent document officieux des présidents l'organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique \(SBSTA\) et de L'organe subsidiaire de mise en œuvre \(SBI\)](#) en préparation du Bilan mondial.

Quelle est la prochaine étape ?

La nécessité de soutenir un travail continu sur les LT-LEDS a été largement discutée par la communauté climat en dehors du contexte des négociations de la Convention Climat. Le raisonnement a été repris par des experts (WRI, 2020 ; Iddri, 2021, basé sur l'expérience du [réseau international DDP](#)).

Mais si les experts en voient clairement les avantages, les détails d'un éventuel mandat international doivent encore être discutés par les Parties à la Convention Climat. De nombreux pays, même au-delà des membres de la [Coalition pour la neutralité carbone](#), estiment désormais que la conception d'une trajectoire zéro carbone est un outil précieux pour accélérer la mise en œuvre et positionner leurs agendas nationaux dans le contexte de la concrétisation de l'ambition mondiale. La présidence britannique de la COP 26 doit saisir ce moment et mettre la question à l'ordre du jour afin que les efforts des cinq dernières années soient maintenus et que l'écart entre les trajectoires actuelles et la limitation de l'augmentation de la température à 1,5°C se réduise rapidement au fil du temps. Une prochaine réunion ministérielle en juillet, [convoquée par la présidence britannique de la COP 26](#), réunira un groupe représentatif de ministres afin d'esquisser le résultat souhaité, et équilibré, de Glasgow qui permettra de maintenir l'objectif 1,5°C crédible. Cette réunion pourrait être la première occasion pour les Parties d'explorer la manière dont les LT-LEDS pourraient être reprises lors de la prochaine COP et de les valoriser en tant que pierre angulaire de la mise en œuvre de l'Art. 2 définissant l'objectif de l'Accord de Paris.

À cette fin, une série de dialogues entre les pays est nécessaire pour entendre comment ils perçoivent les opportunités offertes par les LT-LEDS ainsi que les coûts et autres préoccupations associés à cet effort. Il s'agit d'un élément clé pour comprendre quels pourraient être les leviers d'une éventuelle résistance à l'extension du mandat. La 2050 Pathways Platform, l'Iddri et le WRI lancent cet effort avant le sommet du G20, [par un événement organisé le 6 juillet](#), en espérant que ce rassemblement des principales économies réaffirmera la valeur de cet instrument et appellera tous les groupes de pays à approuver davantage le mandat des LT-LEDS, afin qu'une large coalition puisse voir le jour avant la COP 26.

Bibliographie

IIED (2021). A new COP26 decision for long-term strategies: what's in it for LDCs?

Blog by Gabrielle Swaby. Available at: <https://www.iied.org/new-cop26-decision-for-long-term-strategies-whats-it-for-lDCs>

Torres Gunfaus, Marta & Waisman, Henri (2021). Assessing the adequacy of the global response to the Paris Agreement: Toward a full appraisal of climate ambition and action. Earth System Governance, Volume 8, 2021, 100102, ISSN 2589-8116, <https://doi.org/10.1016/j.esg.2021.100102>.

Waisman *et al.* (2021). A country-driven perspective on long-term low-emission development strategies (LT-LEDS) - Implications for a COP26 Decision text or outcome. Iddri, Study N°07/21.

WRI (2020). Shaping a COP26 Decision on Long-term Climate Strategies. By Katie Ross, December 6, 2020. Available at: <https://www.wri.org/insights/shaping-cop26-decision-long-term-climate-strategies>

WRI & UNDP (2021). Long-Term Strategies Project Portal: <https://www.wri.org/climate/long-term-strategies>.

1 Il n'est pas nécessaire que ce soit en 2050 pour tout le monde.

2 Cela est particulièrement vrai pour les économies basées sur les exportations à forte intensité carbone qui doivent diversifier leur économie.

CLIMATE

NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES

LONG-TERM STRATEGIES

CARBON NEUTRALITY